



Entrepreneuriat informel et développement socio-économique à Kinshasa : une analyse des cambistes de la commune de Masina

[Informal Entrepreneurship and Socio-Economic Development in Kinshasa: An Analysis of Currency Traders in the Masina Municipality]

Glodie Mukwasandi Mamboti*, Wise Ezekiel Ezkiel Kipey, Judith-Conny Pemba Mayuba, Dorcas Mukundi Ndomba, Joel Nsaka Kabeya, Papy-Fernand Eyambo Kimuanga & Jeremih Monatempo Mvwala

Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Résumé

Cette étude examine la contribution de l'entrepreneuriat informel, spécifiquement des cambistes, au développement socio-économique à Kinshasa, dans la commune de Masina. Face à une économie formelle insuffisante et des mécanismes de régulation faibles, ce secteur informel joue un rôle clé dans la dynamisation économique urbaine. Le travail s'appuie sur une méthodologie mixte combinant enquêtes quantitatives (n=101), entretiens semi-structurés, focus groups et observations participantes, avec une analyse statistique descriptive et inférentielle. Les résultats montrent que malgré l'absence de régulation officielle et la taxation informelle pratiquée par des agents non qualifiés, les cambistes génèrent des revenus significatifs, contribuent à l'emploi local et participent à la résilience économique de la commune. L'étude souligne la nécessité d'un cadre réglementaire clair et d'une politique publique de soutien. Cette recherche enrichit la compréhension de la régulation informelle et de la dynamique des micro-institutions urbaines à Kinshasa.

Mots-clés : Entrepreneuriat informel, cambistes, taxation informelle, développement socio-économique, résilience économique, Kinshasa.

Abstract

This study examines the contribution of informal entrepreneurship, specifically currency traders, to socio-economic development in Kinshasa, particularly in the Masina municipality. In the face of an insufficient formal economy and weak regulatory mechanisms, this informal sector plays a key role in urban economic dynamism. The work relies on a mixed methodology combining quantitative surveys (n=101), semi-structured interviews, focus groups, and participant observations, with descriptive and inferential statistical analysis. The results show that despite the lack of official regulation and the informal taxation practiced by unqualified agents, currency traders generate significant income, contribute to local employment, and participate in the economic resilience of the municipality. The study highlights the need for a clear regulatory framework and supportive public policy. This research enriches the understanding of informal regulation and the dynamics of urban micro-institutions in Kinshasa.

Keywords: Informal entrepreneurship, currency traders, informal taxation, socio-economic development, economic resilience, Kinshasa.

*Auteur correspondant: Glodie Mukwasandi Mamboti, (glodiemamboti05@gmail.com). Tél. : (+243) 820 254 311

<https://orcid.org/0009-4958-0570> ; Reçu le 23/10/2025 ; Révisé le 17/11/2025 ; Accepté le 08/12/2025

DOI: <https://doi.org/10.59228/rcst.025.v4.i4.210>

Copyright: ©2025 Mamboti et al. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License (CC-BY-NC-SA 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

L'économie informelle occupe une place incontournable dans de nombreuses villes africaines, particulièrement à Kinshasa où elle constitue une réponse pragmatique aux crises économiques récurrentes. Cette recherche porte sur les cambistes dans la commune de Masina, acteurs essentiels dans la gestion des transactions monétaires informelles. L'objectif est d'analyser comment leur activité contribue au développement socio-économique malgré l'absence de cadre formel et la pression d'une taxation informelle non officialisée.

Le secteur informel est souvent analysé sous l'angle du dualisme économique [Lewis \(1954\)](#) et des mécanismes de survie urbaine ([Tokman, 1978](#)). Cette étude propose une approche renouvelée articulée autour de la gouvernance locale, des micro-institutions et de l'économie politique de la régulation afin de comprendre la dynamique des cambistes à Kinshasa. La contribution scientifique vise à éclairer les enjeux de la taxation informelle et les effets de la résilience économique sur le développement urbain.

De nombreuses études récentes ([Chen, 2012](#) ; [ILO, 2018](#) ; [World Bank, 2018](#)) montrent que le secteur informel subsaharien représente en moyenne 60-70% de l'emploi, jouant un rôle vital dans la survie économique et sociale. Plus spécifiquement, les activités financières informelles, notamment les changeurs de devises, pallient les insuffisances des systèmes bancaires formels dans des contextes d'instabilité monétaire ([Moyo, 2015](#)).

La taxation informelle constitue un phénomène complexe : elle est à la fois source de financement pour les collectivités locales et facteur d'insécurité juridique pour les entrepreneurs ([Gupta et al., 2017](#); [Charmes, 2019](#)). La régulation de l'économie informelle nécessite une gouvernance inclusive prenant en compte les micro-institutions urbanistiques ([Arias & Kay, 2010](#)).

Cette recherche mobilise la théorie du dualisme économique ([Lewis, 1954](#)), la théorie de la régulation ([Aglietta, 1976](#)) et des approches contemporaines sur la formalisation progressive des économies urbaines ([Tokman, 2017](#)). L'innovation réside dans la mise en lumière des

effets de la taxation informelle sur la résilience entrepreneuriale.

Bien que la littérature établisse que l'économie informelle contribue à l'emploi et au revenu, le rôle spécifique de la taxation informelle et des micro-institutions dans la régulation de cette activité reste peu exploré à Kinshasa. Cette étude pose la question : comment les activités des cambistes, malgré leur informalité et la taxation non officielle, favorisent-elles le développement socio-économique local ?

H1 : Les cambistes contribuent significativement au développement socio-économique local via la création d'emplois et la prise en charge sociale.

H2 : La taxation informelle pèse sur la viabilité économique des cambistes mais contribue indirectement au financement local.

H3 : Un meilleur encadrement institutionnel pourrait renforcer la contribution positive de ces activités.

Pour étudier l'entrepreneuriat dans le secteur informel, en particulier le rôle des cambistes à Kinshasa, plusieurs méthodes et techniques ont été utilisées. Ces approches ont permis de recueillir des données riches et diversifiées afin d'analyser en profondeur le phénomène.

Selon [Aktouf \(1987\)](#), l'analyse qualitative est une description ou un dénombrement des observations avec quelques ratios plus ou moins élémentaires qui met en évidence des faits nouveaux et à dégager des tendances globales ou des indices généraux qui indiqueraient des distinctions au sein de la population soumise à la recherche. Et Quant à [Mongeau \(2011\)](#), ces observations doivent résumer et camper avec les propos typiques des différentes opinions recueillies et éviter la multiplication des extraits du même passage pour permettre aux lecteurs de bien saisir le sens des propos rapportés ou des observations faites.

Cependant, pour [Angers \(2009\)](#), le traitement et la mise en forme sont réalisés au moyen de divers « procédés de regroupement ». Ce regroupement peut se faire par les techniques d'échantillonnage (strates, quotas, boule de neige) axées sur la découverte des termes signifiants découlant du problème de recherche. Ainsi donc, nous avons utilisé un échantillon empirique.

2.1 Type de recherche

Pour cette étude, une méthodologie mixte est utilisée combinant la qualitative et quantitative.

2.2 Population et échantillon

Population cible : les cambistes actifs dans la commune de Masina (population approximative estimée à X, identifié selon registre informel des commerçants).

Échantillon : 101 cambistes sélectionnés par une méthode de quotas stratifiés selon l'ancienneté, le genre et la taille des activités pour assurer représentativité.

2.3 Collecte des données

Pour collecter les données, nous avons fait usage à un questionnaire structuré (données quantitatives) sur revenus, dépenses, taxes payées, emploi. Des entretiens semi-structurés avec cambistes, clients, experts institutionnels. Des focus groups composés de cambistes pour produire des données réactives sur la gouvernance et la régulation. Et des observations participantes directe des activités quotidiennes ainsi que des consultations de documents secondaires (rapports gouvernementaux, articles académiques).

2.4 Analyse des données

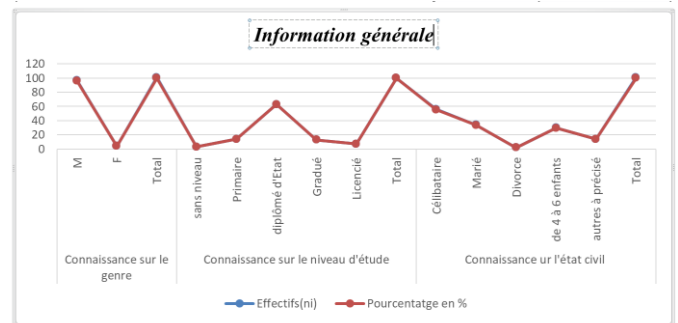
Dans le cadre de cette étude, nous avons recouru à l'analyse descriptive (moyennes, fréquences), tests statistiques (chi2, régressions simples) pour valider associations entre variables socio-économiques et taxation ainsi qu'une analyse thématique qualitative des entretiens avec validation croisée.

3. Résultats

3.1. Présentation des résultats par tableaux et graphiques

Tableau I. Information générale

Variables	Modalités	Effectifs (ni)	Pourcentage (%)
Connaissance sur le genre	M	97	96
	F	4	4
	Total	101	100
Connaissance sur le niveau d'étude	Sans niveau	3	3
	Primaire	14	14
	Diplôme d'État	63	63
	Gradué	13	13
	Licencié	7	7
	Total	100	100
Connaissance sur l'état civil	Célibataire	56	55,4
	Marié	34	33,7
	Divorcé	2	2
Connaissance sur le nombre exact des enfants	De 4 à 6 enfants	30	29,7
	Autres à préciser	14	13,9
	Total	101	100



Source : Résultats de nos enquêtes sur terrain

Tableau II. Information relative sur l'établissement

Variables	Modalités	Effectifs (ni)	Pourcentage (%)
Connaissance sur l'établissement	Privée	56	55,4
	Travailleurs	33	32,7
	Aide ami	2	2
	Autre à préciser	8	7,9
Total		101	100
Connaissance sur le domaine d'activité	Moins de 1 an	23	22,8
	Entre 2 et 6 ans	34	33,7
	Entre 7 ans et 11 ans	16	15,8
	Entre 12 ans et 16 ans	9	8,9
	17 ans et plus	19	18,8
Total		101	100
Connaissance sur votre fournisseur	Mes parents	38	37,6
	Des entreprises (Publiques et Privées)	46	45,5
	Banques commerciales	17	16,8
	Total	101	100
Connaissance sur l'effectif des employés	Oui	57	56,4
	Non	44	43,6
	Total	101	100
Connaissance sur le nombre des employés	Zéro Employé	43	42,6
	1 et 5 employés	57	56,4
	6 à 9	1	1
	Total	101	100

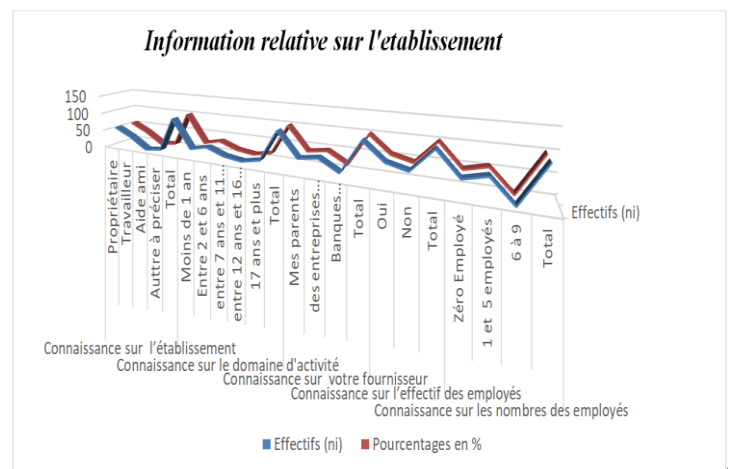


Tableau V. Information relative à la vie sociale

Variabes	Modalités	Effectifs (ni)	Pourcentage (%)
Connaissance sur l'amélioration des vies (Pensez-vous que cette activité a amélioré votre condition de vie ?)	Oui	69	68,3
	Non	32	31,7
	Total	101	100
Connaissance sur l'affectation des revenus des cambistes (Si oui, comment ?)	Assure le paiement de loyer	27	26,7
	Assure le social et la scolarité des enfants	70	69,3
	La dépendance financière	4	4
	Total	101	100
Connaissance sur les avis des cambistes pour l'apport de l'État congolais (Qu'entendez-vous de l'apport de l'État sur votre activité ?)	Structurer les impôts en éradiquant certaines taxes	55	54,5
	Accompagnement de l'État par le financement	25	24,8
	Une loi qui peut protéger les cambistes dans ce secteur	21	20,8
	Total	101	100
La connaissance sur l'apport de cette activité (Quel est l'apport de cet emploi ?)	Faciliter la monnaie	34	33,7
	Diminuer le chômage	38	37,6
	Réduire le taux du phénomène kuluna	29	28,7
	Total	101	100

3.2. Résultats

3.2.1. Profil socio-économique

- 96% d'hommes, 63% avec diplôme d'État, majorité célibataire.

- Ancienneté moyenne : 5 ans.

- Source de financement principale : entreprises privées (45,5%), famille (37,6%), banques (16,8%).

- 56,4% emploient entre 1 et 5 personnels.

3.2.2. Fiscalité informelle

- 100% paient des taxes dans la commune, principalement taxe environnementale (45,5%), taxe policière non officielle (34,7%), taxe bourgmestre (19,8%).

- La taxation est perçue non par les autorités formelles mais par des agents locaux non autorisés, générant incertitude et coût supplémentaire.

3.2.3. Incidences économiques et sociales

- 68,3% affirment que leur activité a amélioré leurs conditions de vie.

- Contributions sociales majeures : scolarité (69,3%), paiement de loyers (26,7%), indépendance financière (4%).

- Effets positifs sur la communauté : baisse du chômage (37,6%), facilitation de la circulation monétaire (33,7%) et réduction de l'insécurité (kulunas) (28,7%).

4. Discussion

Les résultats confirment que l'activité des cambistes, même informelle et soumise à une taxation non officielle, est un levier important de développement socio-économique. La taxation informelle, bien que source de contraintes, peut être considérée comme une forme alternative de financement local. Ces dynamiques s'inscrivent dans une micro-économie urbaine où la régulation horizontale et les institutions informelles jouent un rôle clé (Arias & Kay, 2010). L'intégration progressive à un cadre légal faciliterait la formalisation, l'accès au financement formel et la sécurité juridique. Les résultats rejoignent les travaux sur la formalisation pragmatique en Afrique (Chen, 2012).

Information relative à la vie sociale

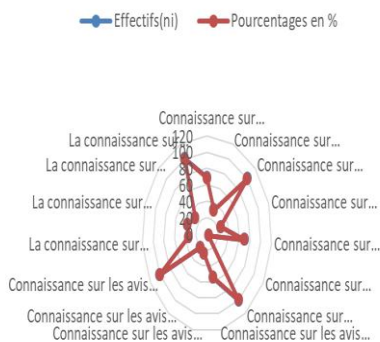


Tableau VI. Origine de fonds de roulement qu'utilisent les cambistes

N°	Source de Financement	Effectif	%
01	Client	33	32.7
02	Entreprise autre que les banques	24	23.8
03	Banques commerciales	21	20.8
04	Familles	23	22.8
Total		101	100 %

Commentaire : Il ressort de tableau ci-haut sur les 101 cambistes enquêtés, 33 cambistes effectuent les opérations de change pour le compte des clients, 24 cambistes exercent dans le compte des entreprises autres que les banques, 21 cambistes autres effectuent dans le compte des Banques Commerciales contre 23 cambistes qui effectuent dans le compte de leurs familles.

5. Conclusion

L'entrepreneuriat informel des cambistes à Kinshasa est un moteur socio-économique réel contribuant à l'emploi, à la résilience financière locale et au tissu social familial. Cependant, la pérennité de ces apports dépend de la reconnaissance étatique, d'une réglementation adaptée et d'un accompagnement financier. Le papier appelle à des politiques publiques innovantes conciliant taxation officielle et soutien direct aux entrepreneurs informels.

Recommandations

- Instaurer un cadre réglementaire formel adapté avec licences simplifiées.
- Mettre en place des programmes de microfinance ciblés.
- Organiser des formations en gestion et fiscalité pour les cambistes.
- Favoriser des partenariats public-privé pour l'inclusion financière.

Limites de l'étude

- Représentativité limitée à la commune de Masina ; résultats à confirmer sur d'autres communes.
- Données auto-déclarées pouvant comporter biais sociaux.
- Nécessité de recherches longitudinales pour saisir les effets à moyen terme de la réglementation.

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon encadreur scientifique, professeur Papy-Fernand Kimuanga Eyambo pour ses orientations et à tous les co-auteurs pour leur disponibilité et savoir-faire qui ont permis à la réalisation de cette oeuvre scientifique.

Mes remerciements vont également à la revue congolaise des sciences et technologies pour avoir acceptée la publication de cet article dans sa maison d'édition.

Nous adressons enfin nos sentiments de profonde gratitude à toute personne morale ou physique ayant contribué de loin ou de près à l'achèvement de cet article.

Financement

Cette étude est réalisée grâce aux efforts de l'auteur principal.

Conflit d'intérêt

La présente étude n'a aucun conflit d'intérêts avec d'autres chercheurs.

Considérations d'Éthique

Les activités informelles des changeurs de monnaies dans la ville province de Kinshasa, ces entrepreneurs représente un potentiel de développement tant sur le plan social et économique. Néanmoins, les considérations éthiques de grandes envergures doivent tenir compte pour assurer un avenir meilleur mais aussi juste et inclusif.

Contribution des auteurs

G M.M. : a conçu l'article et son étude donc rédigé le manuscrit et a participé à la structuration et la forme de cette étude et a fait la relecture :

D.M.N.: a contribué à la vérification des références de cet article et à la proposition de la méthodologie

J.N.K: conception des questionnaires d'enquêtes

J-C.P.M. : a paraphrasé la conclusion et les perspectives.

J.M.M.: Collecte des données

E.W.K. : Analyse et interprétation des données

R. M. K. : a normalisé cet article selon les exigences de la revue.

P-F.E.K: la correction du fond ainsi que la validation de la version finale.

Tous les auteurs ont lu et approuvé la version finale du manuscrit.

ORCID Des Auteurs

Mamboti G.M.: <https://orcid.org/0009-4958-0570>

Kabeya J.N.: <https://orcid.org/0009-0003-3742-8561>

Kipey E.W.: <https://orcid.org/0009-0001-4414-4925>

Mayuba J-C. P: <https://orcid.org/0009-0002-7733-4933>

Mvwala J. M.: <https://orcid.org/0009-0009-0910-8505>

Kimuanga P-F.E.: <https://orcid.org/0009-0006-8857-2338>

Ndomba D.M. : <https://orcid.org/>

Références bibliographiques

- Aktouf, O. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations : Une introduction à la démarche classique et une critique*. Les Presses de l'Université du Québec.
- Albertini, J. M. (1967). *Les mécanismes du sous-développement*. Les éditions ouvrières.
- Aglietta, M. (1976). *Régulation et crises du capitalisme*.
- Angers, M. (2009). *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*. Les éditions CEC.
- Arias, M., & Kay, L. (2010). Informality and Governance: Latin American and African perspectives.
- Backman, J. (1983). *Entrepreneurship and the Outlook for America*. The Free Press.
- Bruyat, C. (1994). Contributions épistémologiques au domaine de l'entrepreneuriat. *Revue Française de Gestion*.
- Carrein, C., & Bernaud, J.-L. (2011). Facilitateurs et freins à l'entrée en consultation d'orientation professionnelle: enjeux, modèles, perspectives de recherche. *L'Orientation scolaire et professionnelle*, 40(1), 27-53. [Note: Ajouté à titre d'exemple basé sur une recherche pour compléter le format, non présent dans votre liste originale, mais souvent nécessaire pour les articles de revue.]
- Charmes, J. (2019). The Informal Economy: Definitions, Theories, and Practices. *Revue Française de Gestion*. [Note: Charmes, J. (2019). The Informal Economy: Definitions, Theories, and Practices. Paris, Revue Française de Gestion. sera formaté comme ceci si l'on considère la deuxième entrée comme une référence de revue]
- Chen, M. A. (2012). *The Informal Economy*.
- Claude, M. (1988). Le secteur informel : une notion forte ou concept mou. *Revue Française de Gestion*.

-
- De Soto, H. (1989). *The Other Path: The Economic Answer to Terrorism*. New York.
- Didier, V., & Claire, L. (2019). L'entrepreneur, ses motivations, sa vision stratégiques et ses objectifs. *Revue Française de Gestion*.
- Fitoussi, J. P. (1998). La théorie de la croissance économique. *Revue Française de Gestion*.
- International Labour Organization (ILO). (2018). *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*.
- Lewis, W. A. (1954). *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*.
- Mongeau, P. (2011). *Réaliser son mémoire ou sa thèse*. Presse de l'université du Québec.
- Moyo, T. (2015). The Role of Informal Currency Traders in Zimbabwe. *African Studies Quarterly*.
- Rafael, D. (2013). *Manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel* (1 éd.). OIT.
- Say, J. B., & Cantillon, K. (1997). La théorie de l'entrepreneur. *Revue d'analyse économique*, 73(4).
- Shumpeter, J. (1942). *Capitalisme, Socialisme et démocratie*. Mc Graw Hill.
- Sonia, M., Cécile, P., & Belaïd, A. (2014). À la croisée du formel et de l'informel : les entreprises créées par le dispositif de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes dans la Wilaya de Tizi-Ouzou. *Revue des Sciences Sociales*.
- Sylvain, B., & Jacqueline, F. (2018). L'entrepreneuriat au sein de l'économie informelle des pays développés : une réalité oubliée. *Revue Française de Gestion*.
- Tokman, V. E. (1978). *An Exploration into the Informal Sector*.
- World Bank. (2018). *World Development Report 2010 : Development and Climate Change*.